

C O M P T E - R E N D U

Séminaire

QUEL RÔLE POUR L'AZERBAÏDJAN DANS LA
NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DE L'ÉNERGIE ?

26 novembre 2014

COMPTE-RENDU DU SÉMINAIRE ORGANISÉ PAR LA FONDATION TEAS ET L'IRIS
LE 26 NOVEMBRE 2014 À L'ESPACE DE CONFÉRENCES DE L'IRIS, PARIS.



Autour de

Jean Marie BOCKEL, Sénateur du Haut-Rhin

Catherine MANTEL, Directrice de projet Russie-CEI, GDF Suez

Marc-Antoine EYL-MAZZEGA, responsable du programme Russie,

Agence internationale de l'énergie

Inessa BABAN, Chercheuse, Institut de recherche stratégique de l'École militaire

Turab GURBANOV, Conseiller senior au Département des relations extérieures de

l'Administration présidentielle de la République d'Azerbaïdjan

Modéré par

Didier BILLION, Directeur adjoint de l'IRIS

Introduit par

Marie-Laetitia GOURDIN, Directrice TEAS France

La scène énergétique mondiale connaît ces dernières années d'importantes mutations. Hausse de la consommation d'hydrocarbures des pays émergents, essor du secteur non-conventionnel en Amérique du Nord, débats sur la transition énergétique, remise en cause du hub gazier ukrainien, n'en sont que quelques illustrations. A la faveur de ces transformations, l'Azerbaïdjan joue un rôle de plus en plus important, de par ses réserves pétrolières et gazières, dans la géopolitique de l'énergie. Mais quelles relations l'Azerbaïdjan entretient-il avec son environnement régional complexe dont la stabilisation reste indispensable pour l'essor des projets énergétiques ? Que pourrait être la contribution de Bakou à la sécurisation des approvisionnements de l'Union européenne (gazoduc TANAP-TAP) ? Quels peuvent être les impacts de ce dernier en termes de développement et de coopération économique ? C'est à l'ensemble de ces questions qu'a tenté de répondre ce séminaire organisé conjointement par la fondation TEAS et l'IRIS.

JEAN-MARIE BOCKEL

Le sénateur du Haut-Rhin s'est focalisé sur l'importance de l'Azerbaïdjan pour les Européens, et en particulier pour la France. L'enjeu de la sécurité énergétique est fondamental en Europe, principalement à cause de la dépendance vis-à-vis du gaz russe et du débat autour de la diversification des ressources énergétiques, notamment au travers de la transition vers les énergies renouvelables. De plus, s'y ajoute en France la discussion sur l'avenir de la filière nucléaire et la volonté de réduire sa part dans le bouquet énergétique.

Dans ce contexte, et en particulier à l'aune des conséquences diplomatiques des événements récents en Ukraine, l'Azerbaïdjan, grâce à ses réserves d'hydrocarbures, se présente comme un nouvel acteur intéressé par les marchés français et européen. En outre, cette collaboration au niveau énergétique pourrait ouvrir la voie à de futurs partenariats économiques et commerciaux dans d'autres secteurs.

M. Bockel a également abordé la dimension politique de la relation entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan. Selon lui, si les Européens doivent rester vigilants et exigeants sur le plan de la démocratisation du régime et du respect des droits de l'homme, il faut cependant éviter de s'enfermer dans une vision rigide et statique de l'Azerbaïdjan et comprendre l'histoire du pays pour remettre en perspective ses progrès depuis son indépendance en 1991 à la chute de l'URSS.

INESSA BABAN

Mme Baban a dressé un panorama des enjeux géopolitiques pour l'Azerbaïdjan en insistant sur l'importance des relations entre l'Europe et l'Azerbaïdjan. En effet, nombre de pays de l'Union européenne (UE) s'intéressent aux hydrocarbures de l'Azerbaïdjan en vue de diversifier leurs sources d'approvisionnements énergétiques, alors que Bakou veut renforcer ses liens avec l'UE en contribuant au Corridor Sud¹. Cependant, ces relations risquent de créer du mécontentement au sein des acteurs régionaux et notamment en Russie.

Selon Inessa Baban, la politique énergétique et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan sont intrinsèquement liées, tant dans un but d'équilibrage régional que de développement et de stabilisation du pays. Sous influence soviétique et russe pendant la quasi-totalité du XX^e siècle, l'Azerbaïdjan a progressivement rééquilibré cette situation depuis son indépendance en se rapprochant des pays occidentaux, sans pour autant mettre en péril ses relations avec Moscou, dont l'influence régionale demeure une réalité. Dans le même temps, la Turquie et l'Iran renforcent considérablement leur influence dans la région, autant de pays partenaires voire concurrents, dans une certaine mesure, pour l'Azerbaïdjan.

Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan a rejoint le groupe GUAM² pour se rapprocher de la sphère atlantique et devient progressivement, depuis 1994, un marché pour les entreprises occidentales qui investissent dans le pays, en particulier dans le domaine pétrolier. Par ailleurs, l'un des projets clés est la construction du gazoduc TANAP-TAP, censé assurer l'ouverture du corridor gazier sud, qui fournira le marché européen en gaz azerbaïdjanais sans passer par la Russie. Ainsi, Bakou met en œuvre une politique de non-alignement afin d'établir un équilibre régional.

TURAB GURBANOV

M. Gurbanov a apporté d'intéressants compléments aux propos de Mme Baban en expliquant les implications politiques et diplomatiques de la stratégie énergétique de l'Azerbaïdjan. Selon lui, cette dernière est bien résumée par la phrase d'Ilham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan : « Le pétrole n'est pas un objectif, mais un outil pour atteindre l'objectif

¹ Autrefois porté par le projet Nabucco, le Corridor Sud est une voie d'approvisionnement énergétique passant par le sud de l'Europe et acheminant du gaz depuis la mer Caspienne et le Moyen-Orient vers les marchés européens, apportant un complément à la source d'approvisionnement russe en provenance de l'est.

² Organisation pour la démocratie et le développement (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie).

principal ». Cette stratégie fut développée au début des années 1990 dans un contexte difficile pour le pays en raison de la guerre dans la province du Haut-Karabagh, d'une connaissance encore imprécise des réserves d'hydrocarbures, et du fait que le pays sortait d'une période d'isolement géopolitique et géoéconomique.

L'Azerbaïdjan a donc choisi de se rapprocher de l'Europe et des Etats-Unis pour quatre raisons :

- dimension stratégique : utiliser les ressources énergétiques pour renforcer la coopération entre les pays de la région caspienne, ainsi que pour s'intégrer aux institutions européennes ;
- dimension politique : démocratiser l'Azerbaïdjan en se rapprochant des pays occidentaux perçus comme les symboles de la justice et des droits de l'homme ;
- dimension économique : utiliser les savoir-faire techniques et les moyens financiers des Occidentaux pour lancer l'exploitation des ressources énergétiques de la mer Caspienne ;
- dimension sociale : maintenir une société laïque (l'Azerbaïdjan fut le premier pays musulman à établir une république démocratique et laïque en 1918 et à reconnaître le droit de vote des femmes, également en 1918).

Pour autant, l'Azerbaïdjan continue de collaborer étroitement avec la Russie et ne se positionne pas officiellement comme une alternative aux importations, car il n'est pas dans l'intérêt du pays d'incarner un facteur de déstabilisation régionale. C'est une vision purement occidentale de présenter l'Azerbaïdjan comme une alternative à la Russie. C'est plutôt un acteur régional complémentaire.

Cette politique d'ouverture économique s'est traduite jusqu'à présent par la signature de 27 accords avec plus de 43 sociétés pétrolières de 21 pays. En outre, les relations avec les pays occidentaux se sont développées dans d'autres domaines comme le transport (notamment la ligne de chemin de fer Kars-Akhalkalaki-Bakou) et la sécurité (participation aux coalitions internationales lors des guerres d'Afghanistan et Irak dans les années 2000, ainsi qu'au Kosovo).

CATHERINE MANTEL

Mme Mantel, chef de projet Russie-CEI chez GDF Suez, a structuré sa présentation autour du rôle de l'Azerbaïdjan et de sa participation au Corridor Sud, nouvel horizon de la sécurité

énergétique de l'Union européenne et de la France. Depuis quelques années, la stratégie de ces dernières pour garantir leurs approvisionnements énergétiques repose sur une diversification des sources. En France, la sécurité énergétique a été renforcée par le choix de l'énergie nucléaire dans les années 1970. Ainsi, l'Azerbaïdjan apparaît comme une source complémentaire visant à réduire la dépendance au gaz russe.

En ce qui concerne les exploitations gazières en Azerbaïdjan, trois projets sont actuellement en cours : Shah Deniz I, Shah Deniz II et Absheron. GDF Suez participe principalement au projet Absheron (participation à hauteur de 20%). Le projet de développement doit être présenté en 2016 et GDF Suez espère commencer l'exploitation en 2021 pour une période 30 ans. Le gaz devrait circuler par le gazoduc TANAP-TAP dans le cadre du Corridor Sud.

Ce choix de l'Azerbaïdjan pour le Corridor Sud contribuera, selon Mme Mantel, à renforcer les liens entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, qui est d'ailleurs le seul marché gazier d'importance en croissance de la zone OCDE. En effet, SOCAR³ a déjà investi 5 milliards de dollars américains en Turquie depuis fin 2014 pour construire le TANAP, et d'autres investissements vont s'ajouter – y compris via la SOFAZ⁴ – pour la construction de nouvelles infrastructures dont une nouvelle raffinerie à Izmir, le port à conteneurs de Petkim, des centrales thermiques, et enfin pour acheter une partie des actions de l'entreprise turque OMV Petrol Ofisi. Cela créera un couloir énergétique entre les Balkans d'une côté, et la Turquie et l'Azerbaïdjan de l'autre (éventuellement l'Iran en fonction des évolutions politiques).

MARC-ANTOINE EYL-MAZZEGA

M. Eyl-Mazzega a relevé deux points abordés par l'ensemble des intervenants. Premièrement, l'Azerbaïdjan est un pays clé dans la stratégie de diversification des approvisionnements énergétiques de l'UE. Il a souligné ensuite l'exemple de développement et le succès d'exploitation gazière et pétrolière que constitue l'Azerbaïdjan. Pour l'illustrer, il a mentionné l'importance du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan qui a permis d'exporter les hydrocarbures azerbaïdjanais en évitant le Bosphore, ainsi que la position de l'Azerbaïdjan comme voie de transit pour le pétrole produit notamment au Kazakhstan, mais aussi au Turkménistan.

Enfin, M. Eyl-Mazzega a présenté quelques questions en suspens :

³ State Oil Company of Azerbaijan Republic (Société pétrolière publique de la République d'Azerbaïdjan).

⁴ Fonds pétrolier d'Azerbaïdjan. Cf. communiqué <http://www.invest.gov.tr/fr-FR/infocenter/news/Pages/120614-socar-investments-in-turkey-reach-usd-5-billion.aspx>

- Le nombre de plateformes de forage en mer Caspienne est-il suffisant pour permettre le développement du potentiel gazier azéri et permettre une nouvelle vague d'exportation de gaz après Shah Deniz 2 ?
- Le projet de gazoduc transcaspian a-t-il des chances d'aboutir ?
- L'Azerbaïdjan doit-il exporter le plus possible, ou tenter de diversifier ses activités en développant par exemple le secteur pétrochimique (qui a besoin de plus de gaz) ?
- Comment l'Azerbaïdjan se positionne-t-il par rapport à l'éventuelle concurrence de l'Iran, de l'Irak, de la Méditerranée orientale ou du Turkménistan ?

SYNTHÈSE DES DÉBATS

La question de la concurrence potentielle entre le Corridor Sud et le South Stream a été soulevée. Selon Catherine Mantel, le projet South Stream ne devrait pas poser un problème au Corridor Sud car le premier est plutôt orienté vers l'Europe centrale tandis que le second s'oriente vers l'Europe du sud. M. Eyl-Mazzega a également déclaré que les deux projets n'étaient pas concurrents mais complémentaires. De plus, la réalisation du système South Stream sur le territoire européen rencontre des difficultés notamment du fait de la législation européenne sur l'accès des tiers au réseau à laquelle Gazprom souhaite se soustraire.⁵

La nécessité pour l'Azerbaïdjan de diversifier son économie a aussi été évoquée, en particulier du fait que la production gazière et pétrolière a atteint un pic en 2010 et que ces deux ressources représentent 90% de ses exportations, alors que la consommation de gaz diminue en Europe ces dernières années. Répondant à cette question, M. Gurbanov a expliqué que les bénéfices des hydrocarbures étaient déjà investis dans nombreux secteurs pour développer le pays. Par exemple, il a mentionné que les hôpitaux azéris sont aussi bien équipés que les meilleurs centres hospitaliers européens. D'autres secteurs sont en plein essor, comme les secteurs pétrochimique, pharmaceutique, et de télécommunication. Cependant, le principal problème de l'Azerbaïdjan reste le capital humain. Pour y répondre, le gouvernement encourage les jeunes à se former à l'étranger. Mme Mantel a ajouté que de nombreux partenariats existaient entre agriculteurs français et azéris afin de développer le secteur primaire dans le pays.

D'autres questions ont porté sur la participation d'entreprises non-européennes ou non-américaines (notamment la société malaisienne Petronas) dans les industries gazières et pétrolières de l'Azerbaïdjan et comment cela affecte la stratégie de rapprochement vers l'Ouest. Selon M. Gurbanov, la présence de ces sociétés n'entraîne pas de changement radical au niveau diplomatique. Inessa Baban a expliqué, pour sa part, que l'implication de Petronas dans la région n'est pas récente. En outre, cela renforce la coopération régionale car la société malaisienne, déjà présente au Turkménistan, peut aider à surmonter les différends entre Azéris et Turkmènes et donc augmenter la circulation des hydrocarbures dans la région.

Enfin, comme évoqué plus haut, l'état de la demande européenne actuelle de gaz a suscité nombre d'interrogations, notamment sur le plan de la rentabilité du projet TANAP-TAP, qui a

⁵ La Russie a annoncé le lundi 1^{er} décembre (moins d'une semaine après ce séminaire) son souhait d'abandonner le projet South Stream du fait de l'opposition de la Commission européenne et des sanctions liées entre autres aux évolutions de la crise russo-ukrainienne.

besoin d'investissements, dans un contexte de contraction de cette demande. Cette situation met-elle en péril l'aboutissement du projet ? Selon Marc-Antoine Eyl-Mazzega, plusieurs facteurs justifient la construction du pipeline. Tout d'abord, le marché n'est pas statique et par conséquent, la demande de gaz importé devrait croître en Europe à l'avenir. C'est notamment le résultat d'une baisse de la production européenne, de la législation européenne sur les émissions industrielles ainsi que les politiques de lutte contre le changement climatique qui devraient réduire progressivement la place du charbon pour la production d'électricité, ce qui peut contribuer à augmenter la demande de gaz. De plus, la région nord-africaine connaît une instabilité politique et économique. De même, se pose la question du potentiel des marchés énergétiques balkaniques, où les réseaux gaziers ne sont pas ou peu développés pour l'instant. Enfin, l'essor de la consommation électrique en Turquie, sa croissance économique et la volatilité de sa production hydraulique posent la question du recours accru aux centrales thermiques à gaz qui pourrait augmenter la demande. Inessa Baban a également ajouté à ce propos que l'Azerbaïdjan pourrait constituer une véritable alternative pour les pays de l'Europe centrale et orientale qui cherchent à réduire leur dépendance au gaz russe. ■



*Ce document réalisé par l'IRIS et TEAS a vocation à présenter la consistance des débats.
Les propos tenus par les personnes citées n'engagent pas leurs organisations d'appartenance.*

© IRIS

TOUS DROITS RESERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org